



UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

<https://sarthe.unioncommunistelibertaire.org>
Le 18 mars 2021

FACE A L'ÉTAT AUTORITAIRE ET A SES LOIS LIBERTICIDES ET RACISTES

**RDV LE 20 MARS A 11H00
PLACE DE LA PREFECTURE AU MANS**

Le projet de loi sur le « séparatisme », même rebaptisé, est une offensive majeure contre les libertés publiques : il vise à stigmatiser une partie de la population, celle de confession musulmane ou considérée comme telle et ainsi à diviser la classe laborieuse. Cette division permet de détourner les colères légitimes vers les autres travailleurs et travailleuses plutôt que vers les patrons et les responsables politiques.

L'Union communiste libertaire appelle à combattre cette double offensive du pouvoir.

Si la loi de "sécurité globale" commence à être bien connue et rassemble contre elle les défenseurs et défenseuses de la liberté, la loi « confortant le respect des principes de la République », dite loi « séparatisme » est une autre partie de l'offensive en cours. Il s'agit d'un texte liberticide et islamophobe.

Une loi liberticide et islamophobe

Cette loi crée un véritable droit d'exception régi par l'autorité administrative visant une communauté musulmane aux contours et aux pratiques largement fantasmés.

Elle donne la possibilité aux préfets et à l'état de mener une « laïcité de combat » à diverses échelles : un contrôle accru sur les associations et exigences supplémentaires ; le délit d'apologie du terrorisme conduit au fichage pour terrorisme ; l'interdiction des mariages forcés, déjà illégaux ; l'interdiction des certificats de virginité, pratique très rare ; la répression accrue des menaces sur les réseaux sociaux ; le contrôle accru sur les établissements d'enseignement et sur les associations religieuses...

Elle étend la neutralité (ne pas porter le voile donc) à tous et toutes les salariées exerçant des missions de service public - en plus des fonctionnaires - pour des missions dont les limites sont mal définies .

Et cette loi remet en cause la séparation de l'Église et de l'État dans la mesure où ce dernier assume une stratégie de constitution à marche forcée d'un "islam de France", en combattant le financement par des pays étrangers.

Il y a encore d'autres mesures, qui en synthèse donnent plus de pouvoirs à l'Etat et à ses préfets pour nuire aux associations qui lui déplaisent ou en faire des boucs émissaires faciles.

Si l'islam n'est pas mentionné dans la loi, toute la communication du gouvernement se fait autour de sa dangerosité fantasmée. Ce projet de loi s'inscrit dans la lignée des politiques de stigmatisation islamophobes : il s'agit bien une fois de plus de désigner les personnes musulmanes ou considérées comme telles comme des ennemis de l'intérieur.

Le vrai séparatisme c'est les riches

Ces attaques liberticides interviennent dans un contexte de crise sanitaire et sociale extrêmement grave. Une crise qui va se traduire par des centaines de milliers de licenciements et de destructions d'emplois pour garantir encore et toujours les profits d'une classe capitaliste qui s'accapare toutes les richesses produites par notre force de travail.

En 2020 les actionnaires du CAC40 ont reçu près de 34 milliards d'euros en dividendes alors que la pandémie sévissait. Une classe capitaliste qui pratique l'évasion fiscale à grande échelle. Évasion qui s'élèverait en France à près de 100 milliards d'euros annuel ce qui correspond au budget de l'éducation.

Face au pouvoir des dominants et du Capital, il nous appartient d'opposer un tous et toutes ensemble.

Construisons le pouvoir populaire

Site : <https://sarthe.comunistelibertaire.org>
Mail : ucl-sarthe@communisteslibertaires.org
Diaspora* : ucl_sarthe@diaspora-fr.org